



Audience ministérielle du 11 juillet 2011

Déclaration liminaire des fédérations syndicales des Finances CGT – Solidaires - FO - CFDT

Madame la Ministre, Monsieur le Ministre,

Les personnels des ministères économique et financier et leurs représentants ont été particulièrement affectés par les tentatives de suicide et les suicides de nos collègues qui se sont produits ces dernières semaines. Malheureusement, ce ne sont pas des événements isolés. Dans leurs derniers rapports, les Inspecteurs Hygiène et Sécurité et les Médecins de prévention décrivent tout à la fois une dégradation inquiétante des conditions de travail et une augmentation importante des affections psycho-pathologiques et des troubles musculo-squelettiques (TMS). Nous savons que vous êtes informés de cette situation de souffrance au travail et de dégradation des conditions de travail à Bercy sans précédent. C'est pourquoi les fédérations des finances CGT, Solidaires, FO et CFDT ont sollicité, dans l'urgence, la présente audience. Nous souhaitons vous entendre sur ce point.

Cette situation s'inscrit dans un contexte de crise économique et sociale mondiale, européenne et nationale. Pour les fédérations syndicales des finances, les politiques de rigueur et d'austérité mises en œuvre tant au niveau européen que par le gouvernement français consistent à faire payer cette crise aux salariés, aux services publics et notamment à la fonction publique. A ce titre, elles produisent des effets dévastateurs sur le monde du travail.

L'ensemble des agents des ministères économiques et financiers, quelque soit leur statut, subit depuis trop longtemps de multiples réformes régressives : RGPP, REATE, baisses drastiques d'effectifs et de moyens sans que jamais un bilan ne soit opéré tant du point de vue de l'exercice des missions dévolues aux ministères que de leurs conditions d'exercice pour les personnels.

Pour les fédérations syndicales des finances représentatives des personnels, toutes les administrations des finances sont confrontées à une baisse insupportable des effectifs, atteignant aujourd'hui un seuil critique s'agissant de l'emploi. L'urgence doit donc être décrétée s'agissant de la politique de l'emploi à Bercy. Il s'agit aussi de garantir la pérennité même de ces dernières en assurant l'exercice plein, entier et de proximité des missions de service public répondant aux besoins sociaux de nos citoyens.

Les fédérations des finances CGT Solidaires FO et CFDT vous demandent donc de procéder à un bilan contradictoire des réformes en cours lors d'un CTPM présidé par vous, début septembre et relatif :

- aux finalités, contenus, conditions et modalités de mise en œuvre des missions,
- aux moyens dévolus aux ministères économiques et financiers dont la question clé de l'emploi,
- au Statut, aux droits et garanties collectives et individuelles des personnels.

Dans l'attente de ce CTPM, nous vous demandons de prononcer :

- l'arrêt immédiat des plans pluriannuels de suppressions des emplois,
- la réaffirmation de l'absence de mobilité contrainte et forcée des personnels dans leurs dimensions géographique et professionnelle,
- la définition d'un plan pluriannuel de recrutement, de requalification des emplois et d'amélioration des rémunérations devant bénéficier à l'ensemble des personnels,
- la consolidation et la revalorisation nécessaire des moyens budgétaires alloués aux politiques ministérielles d'hygiène et de sécurité, de santé au travail et d'action sociale, contrairement au projet de budget qui nous a été présenté à la baisse pour un montant de 5 millions d'euros.